

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules avenue du général Leclerc, avenue Paul Tissandier, avenue Bellevue, avenue des marronniers, en raison de travaux pour la création d'une ligne électrique souterraine 63 KV ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – **du Lundi 15 Juin 2026 au Mercredi 30 Septembre 2026**, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant avenue du général Leclerc, dans sa partie comprise entre l'avenue Bié Moulié et le rond-point Yitzhak, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la **circulation des véhicules est interdite** dans le sens EST-Ouest (**du rond-point Yitzhak vers le centre ville**) sur l'**avenue du général Leclerc** dans sa partie comprise **entre le rond-point Yitzhak et l'avenue Bié Moulié**, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, une déviation sera mise en place par l'entreprise réalisant les travaux par le boulevard du Corps Franc Pommié et 49 R.I., le rond-point des allées de Morlaàs, les allées de Morlaàs et l'avenue Bié Moulié ;

ARTICLE 4 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules s'effectuera, avenue du général Leclerc, dans sa partie comprise entre l'avenue Bié Moulié et le rond-point Yitzhak, en chaussée rétrécie, à une vitesse réduite à 30km/h, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 5 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, l'accès à l'avenue du général Leclerc depuis les avenues Paul Tissandier, Bellevue et des marronniers et des avenues Paul Tissandier, Bellevue et des marronniers vers l'avenue du général Leclerc est interdit, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 6 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, les véhicules quittant le centre hospitalier des Pyrénées (CHP), le service départemental d'incendie et de secours (SDIS 64) les commerces et habitations situés sur avenue du général Leclerc, dans sa partie comprise entre l'avenue Bié Moulié et le rond-point Yitzhak, devront obligatoirement se diriger en direction du rond-point Yitzhak, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 7 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 8 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette

opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 9 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 10 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 03/06/2026

Fait à Pau, le 01 juin 2026